

Art. 10. Worden de administratieve geldboeten betwist, dan kan de landbouwer op straffe van uitsluiting een beroep indienen binnen de dertig dagen na de kennisgeving van de beslissing van het bestuur die tot dat beroep aanleiding heeft gegeven, middels een verzoekschrift voor de politierechtbank volgens de burgerlijke rechtspleging. Het beroep dient de namen en het adres te bevatten van de verzoeker, de omstreden beslissing te beogen en de redenen van de betwisting aan te geven. Het beroep is opschortend.

HOOFDSTUK V. — *Opheffings- en slotbepalingen, inwerkingtreding*

Art. 11. Artikel R.214 van hoofdstuk IV van titel VII van deel II van het regelgevend deel van het Waterwetboek wordt opgeheven.

Art. 12. Dit besluit heeft uitwerking vanaf 1 januari 2008.

Art. 13. De minister, bevoegd voor het Waterbeleid, is belast met de uitvoering van dit besluit.
Namen, 14 februari 2008.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2008 — 971

[C — 2008/27045]

18 FEVRIER 2008. — Arrêté ministériel portant certaines dispositions d'exécution relatives aux techniques de mesure de l'azote potentiellement lessivable et au « survey surfaces agricoles » en application du chapitre IV de la partie réglementaire du Code de l'Eau

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

Vu la Directive européenne (91/676/CEE) du 12 décembre 1991 concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles;

Vu le chapitre IV du Livre II de la partie réglementaire du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau en ce qui concerne la gestion durable de l'azote en agriculture, tel que modifié le 15 février 2007, et notamment les articles R.220 et R.228;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 février 2008 relatif au suivi, par des mesures de l'azote potentiellement lessivable (APL), de la conformité des exploitations agricoles situées en zone vulnérable aux bonnes pratiques agricoles nécessaires à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 février 2008 fixant les conditions d'agrément des laboratoires chargés des analyses de sol pour y quantifier l'azote potentiellement lessivable (APL) dans le cadre de la mise en œuvre de l'article R. 220 du Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau en ce qui concerne la gestion durable de l'azote en agriculture, tel que modifié le 15 février 2007, et dans le cadre de la mise en œuvre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 février 2008 relatif au suivi par des mesures de l'azote potentiellement lessivable (APL) de la conformité des exploitations agricoles situées en zone vulnérable aux bonnes pratiques agricoles nécessaires à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles, et plus particulièrement son article 8;

Considérant la nécessité d'établir une méthodologie précise pour l'établissement fiable de la mesure d'azote potentiellement lessivable dans les sols;

Considérant la nécessité d'établir chaque année des valeurs de référence d'APL reflétant les bonnes pratiques agricoles nécessaires à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles, mises en œuvre sur chaque classe de culture ou de prairie;

Considérant la nécessité de comparer de manière objective les APL mesurés dans les sols à ces valeurs de référence,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Définitions*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° « centile » : pourcentage d'individus d'un échantillon, arrondi à l'entier le plus proche, qui ont obtenu un score inférieur à un score brut donné;

2° « parcelle » ou « parcelle agricole » : toute étendue de terre arable ou de prairie gérée de manière homogène au cours d'un cycle cultural;

3° « structure d'encadrement » : les organismes auxquels sont confiées, par convention, des missions de coordination et d'encadrement en application de l'article 224, § 2, du Code de l'Eau;

4° « terres arables » : ensemble des surfaces cultivables, à l'exclusion des prairies;

5° « survey surfaces agricoles » : réseau de points représentatifs au moyen duquel sont établies des valeurs de référence annuelles d'azote potentiellement lessivable.

CHAPITRE II. — *Répartition des parcelles, prélèvement, conditionnement et analyse des échantillons*

Art. 2. § 1^{er}. Les parcelles de toute exploitation agricole dans laquelle des échantillons de sols sont prélevés en vue d'un dosage d'azote potentiellement lessivable en vertu des articles R.220 et R.228 du Code de l'Eau, ainsi qu'en vertu de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 février 2008 relatif au suivi, par des mesures de l'azote potentiellement lessivable (APL), de la conformité des exploitations agricoles situées en zone vulnérable aux bonnes pratiques agricoles nécessaires à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles, sont réparties en classes conformément à l'article 3.

§ 2. Les échantillons de sol sont prélevés et conditionnés conformément à l'article 4 par l'administration de l'agriculture, par un laboratoire agréé, ou par un tiers mandaté par un laboratoire agréé ou par l'administration. Dans tous les cas, une personne mandatée par l'administration de l'agriculture peut assister à l'échantillonnage aux fins de vérification de la procédure.

§ 3. Seuls les laboratoires répondant aux exigences de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 février 2008 fixant les conditions d'agrément des laboratoires chargés des analyses de sol pour y quantifier l'azote potentiellement lessivable (APL) dans le cadre de la mise en œuvre de l'article R.220 du Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau en ce qui concerne la gestion durable de l'azote en agriculture, tel que modifié le 15 février 2007, et dans le cadre de la mise en œuvre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 février 2008 relatif au suivi par des mesures de l'azote potentiellement lessivable (APL) de la conformité des exploitations agricoles situées en zone vulnérable aux bonnes pratiques agricoles nécessaires à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles, sont habilités à effectuer le dosage APL.

§ 4. L'appréciation de la conformité des APL aux bonnes pratiques agricoles nécessaires à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles pour une parcelle donnée s'établit conformément à l'article 8, en comparant les APL mesurés aux valeurs d'APL de référence établies conformément au même article.

Art. 3. Les parcelles de toute exploitation agricole dans laquelle des échantillons de sol sont prélevés en vue d'un dosage d'azote potentiellement lessivable sont réparties en huit classes. Les distinctions entre ces classes s'opèrent conformément à l'annexe I^{re}.

Art. 4. § 1^{er}. Chaque parcelle de terre arable dans laquelle des échantillons de sol sont prélevés en vue d'un dosage d'azote potentiellement lessivable, est échantillonnée à raison de 15 prélèvements au moins.

Chaque parcelle de prairie dans laquelle des échantillons de sol sont prélevés en vue d'un dosage d'azote potentiellement lessivable, est échantillonnée à raison de 30 prélèvements au moins.

L'échantillonnage d'une parcelle couvre de manière homogène l'entièreté de celle-ci, à l'exception des abords immédiats de son pourtour, des zones d'abreuvement, des zones d'affouragement, des sites de stockage ou de toute autre portion de surface traitée de manière significativement différente du reste de la parcelle.

Si, sur une parcelle sélectionnée, deux ou plusieurs gestions différentes sont appliquées, seule la zone dont la gestion correspond le mieux à la gestion prise en compte lors du choix préalable des parcelles est échantillonnée.

§ 2. Chaque prélèvement dans une parcelle de terre arable est subdivisé en trois couches, une première couche de 0 à 30 cm de profondeur, une deuxième de 30 à 60 cm de profondeur et une troisième de 60 à 90 cm de profondeur pour autant que la profondeur de sol le permette.

Ces prélèvements se font à l'aide d'une sonde dont le diamètre est tel que la masse de terre prélevée soit au moins de 300 gr par couche et par parcelle échantillonnée.

En cas d'impossibilité de sonder une couche de manière représentative (prélèvement d'au moins 2/3 de la quantité de terre prévue pour la couche) sur une parcelle donnée, cette couche n'est pas prise en compte dans l'interprétation des résultats.

§ 3. Chaque prélèvement dans une parcelle de prairie s'effectue sur une couche unique de 30 cm de profondeur ou d'une profondeur moindre correspondant à l'épaisseur de sol meuble, si la profondeur de 30 cm ne peut pas être atteinte.

Ces prélèvements se font à l'aide d'une sonde dont le diamètre est tel que la masse de terre prélevée soit au moins de 300 gr par prélèvement et par parcelle échantillonnée.

§ 4. Pour chaque prélèvement, la sonde doit être uniformément garnie de terre.

§ 5. Au moment du prélèvement, le degré de ressuyage du sol doit être suffisant pour palier au risque de souillure d'une couche par une autre (« coulage ») et pour permettre aux traitements ultérieurs de se réaliser dans de bonnes conditions (tamisage, homogénéisation de l'échantillon).

§ 6. En cas d'impossibilité de réaliser des prélèvements conformes aux §§ 1^{er} à 5 sur une parcelle donnée, la parcelle de remplacement est échantillonnée.

§ 7. Les prélèvements d'échantillons de sol réalisés en application de l'article R.220 du Code de l'Eau sont exécutés entre le 15 octobre et le 30 novembre en tenant compte de la gestion des cultures.

Les prélèvements d'échantillons de sol réalisés en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 février 2008 relatif au suivi, par des mesures de l'azote potentiellement lessivable (APL), de la conformité des exploitations agricoles situées en zone vulnérable aux bonnes pratiques agricoles nécessaires à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles, sont exécutés entre le 15 octobre et le 30 novembre en tenant compte de la gestion des cultures.

Cette période est étendue jusqu'au 20 décembre pour les besoins du « survey surfaces agricoles » institué en application de l'article 228 du Code de l'Eau.

Ces prélèvements sont réalisés à l'aide d'engins motorisés ou manuellement. Ils ne peuvent être réalisés à l'aide d'engins motorisés si un tel procédé est objectivement préjudiciable à la culture en place ou au sol.

Le matériel de prélèvement présente des caractéristiques telles qu'il ne risque ni de perturber les couches de sol, ni d'enrichir les échantillons en azote minéral. Il s'agit soit d'une sonde tubulaire de type gouge fermée ou en demi-lune, soit d'une tarière hélicoïdale de type vrille.

L'agriculteur ou son représentant indique l'emplacement et la profondeur d'éventuels drains, dans la parcelle échantillonnée ou de tout autre élément susceptible d'être endommagé par le processus d'échantillonnage.

§ 8. Pour chaque parcelle échantillonnée, la terre prélevée est conditionnée dans autant de sachets distincts qu'il y a de couches. A l'issue de l'échantillonnage de chaque parcelle, les sachets sont hermétiquement fermés et numérotés de manière indélébile et non équivoque. Ils sont ensuite immédiatement placés dans un contenant thermiquement isolé et hermétiquement fermé.

§ 9. Les échantillons sont acheminés, dans leur contenant thermiquement isolé et hermétiquement fermé, le jour même de l'échantillonnage, vers le laboratoire agréé chargé de l'analyse.

§ 10. Le laboratoire agréé chargé de l'analyse ou l'Administration de l'Agriculture si celle-ci effectue le prélèvement, avertit l'agriculteur au minimum sept jours avant la date d'échantillonnage. Au terme de l'échantillonnage, un procès-verbal d'échantillonnage est dûment rempli, daté et signé par l'échantillonneur ainsi que par l'agriculteur ou son représentant, pour approbation. Dans le cas où le procès-verbal n'est pas signé par l'agriculteur ou son représentant les raisons en sont détaillées dans celui-ci, qui fait foi sur seule signature de l'échantillonneur et du représentant de l'Administration de l'Agriculture s'il est présent. Ce procès-verbal est établi en deux exemplaires, l'un pour l'agriculteur et l'autre pour l'organisme échantillonneur. Il comporte au moins les informations suivantes :

— les coordonnées de l'agriculteur;

- les coordonnées du laboratoire agréé chargé de l'échantillonnage et de l'analyse;
- le nom de l'échantillonneur;
- les références administratives des parcelles échantillonnées, la dernière culture récoltée, la culture ou le couvert végétal en place ou semé et les apports (type, quantité, date) de matière organique réalisés postérieurement à la dernière culture récoltée;
- les références administratives des éventuelles parcelles non échantillonnées, et les motifs de l'absence d'échantillonnage;
- les références des sachets de terre constitués;
- des informations utiles relatives à l'échantillonnage (date, type de sonde, mode d'échantillonnage, nombre de prélèvements, profondeurs de prélèvement, difficultés rencontrées notamment en application du présent article, commentaires éventuels).

Dans le cas où l'échantillonnage est réalisé sous la responsabilité d'un laboratoire agréé et qu'un représentant de l'Administration de l'Agriculture y assiste, le procès-verbal doit en outre être signé par ce représentant. A défaut, l'échantillonnage doit être recommencé aux frais du laboratoire agréé.

§ 11. Si l'échantillonnage est réalisé sous la responsabilité d'un laboratoire agréé, celui-ci conserve les procès-verbaux d'échantillonnage pendant au moins quatre ans et les tient notamment à la disposition de la structure d'encadrement. En cas de difficulté importante rencontrée pour le respect du présent article, le laboratoire agréé en avertit l'Administration dans les meilleurs délais.

Art. 5. § 1^{er}. Les échantillons sont analysés par le laboratoire agréé immédiatement après réception ou, à défaut, stockés en chambre froide à une température comprise entre 1 °C et 4 °C pendant une durée maximale de cinq jours avant analyse.

§ 2. Le laboratoire agréé effectue une analyse de nitrates (NO₃⁻) par sachet réceptionné.

§ 3. Avant analyse, l'intégralité du contenu de chaque sachet est soigneusement homogénéisé par tamisage au travers d'un tamis de mailles de 8 mm. Si après tamisage, il subsiste un refus sur le tamis, ce refus est pesé et la charge caillouteuse en est déduite.

Si la charge caillouteuse est inférieure à 10 %, les calculs sont adaptés en conséquence. Si elle est supérieure à 10 %, la charge caillouteuse est déduite de la carte numérique des sols de Wallonie.

§ 4. Immédiatement après tamisage, l'extraction de l'ion nitrate se réalise sur la matière brute non séchée d'une partie aliquote de minimum 30 grammes d'échantillon par solution KCl 0,1N. Le rapport d'extraction (poids de terre/volume de solution d'extraction) est de 1/5.

§ 5. Les flacons servant à l'extraction sont bouchés et soumis à l'action d'un agitateur rotatif pendant 30 minutes. La solution est ensuite laissée au repos pendant 30 minutes pour décantation.

§ 6. Le dosage de l'ion nitrate est effectué sur le surnageant qui, selon la méthode de dosage, est préalablement filtré ou centrifugé.

§ 7. Si le dosage n'est pas effectué endéans les trois heures qui suivent l'extraction, les extraits sont stockés en chambre froide, à une température maximale de 4 °C, à l'abri de la lumière pendant une durée maximale de 48 heures ou sont congelés.

§ 8. Le dosage du nitrate est effectué par le laboratoire agréé selon une méthode standardisée telle que :

- la méthode colorimétrique de dosage direct du nitrate par l'acide chromotrope (west & lyles, 1960);
- la méthode colorimétrique de dosage direct du nitrate par la brucine (baker, 1967);
- la méthode titrimétrique de réduction du nitrate en ammonium par l'alliage de devarda, après distillation et entraînement à la vapeur;
- la méthode colorimétrique de réduction du nitrate en nitrite (à l'aide notamment de cadmium ou d'hydrazine) avec dosage de l'ion nitrite par la réaction de Griess-Ilosvay modifiée (Bremner, 1965; Guiot 1975).

§ 9. Le résultat obtenu est exprimé en kg N-NO₃/ha. Cette unité est dérivée d'une concentration en mg N-NO₃/l réellement dosée en application du § 8.

Le passage d'une unité à l'autre se fait en intégrant des paramètres tels que l'épaisseur de la couche de sol, le pourcentage de matière sèche, le rapport cailloux/terre et la densité apparente à l'état sec. Pour ce faire, les valeurs standard suivantes de poids spécifique apparent sur sol sec par couche sont appliquées : 1,35 t/m³ pour la couche supérieure (0-30 cm), 1,5 t/m³ pour les autres couches (30-60 cm et 60-90 cm) en terre arable et 1,3 t/m³ en prairie.

§ 10. En cas de difficulté importante rencontrée dans l'application du présent article, le laboratoire agréé en avertit l'administration dans les meilleurs délais.

Art. 6. § 1^{er}. Dans les sept jours ouvrables suivant l'échantillonnage d'une parcelle, l'administration de l'agriculture peut réaliser, ou faire réaliser d'autres échantillonnages sur cette même parcelle conformément à l'article 4, à des fins de contrôle.

Les échantillons prélevés sont envoyés pour analyse dans deux autres laboratoires agréés choisis par l'administration de l'agriculture.

§ 2. Si, pour trois contrôles réalisés conformément au § 1^{er} réalisés au cours de la même saison, les résultats obtenus par les deux autres laboratoires agréés ne diffèrent pas entre eux de plus de 20 pourcents et que leur moyenne diffère de plus de 25 pourcents des résultats du premier laboratoire, l'article 14 ou l'article 16, § 2, selon le cas, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 février 2008 fixant les conditions d'agrément des laboratoires chargés des analyses de sol pour y quantifier l'azote potentiellement lessivable (APL) dans le cadre de la mise en œuvre de l'article R.220 du livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau en ce qui concerne la gestion durable de l'azote en agriculture, tel que modifié le 15 février 2007, et dans le cadre de la mise en œuvre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 février 2008 relatif au suivi par des mesures de l'azote potentiellement lessivable (APL) de la conformité des exploitations agricoles situées en zone vulnérable aux bonnes pratiques agricoles nécessaires à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles, est applicable. Les résultats des analyses les plus favorables à l'agriculteur sont pris en compte par l'administration.

CHAPITRE III. — « *Survey surfaces agricoles* » et appréciation de la conformité aux bonnes pratiques agricoles nécessaires à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles

Art. 7. § 1^{er}. A chaque modification importante et au moins une fois tous les quatre ans, la structure d'encadrement soumet le protocole de mise en œuvre du « survey surfaces agricoles » qu'elle a établi au ministre pour approbation, en application de l'article 228 du Code de l'Eau.

Un protocole de mise en œuvre du « survey surfaces agricoles » n'est valablement applicable que s'il est approuvé par le Ministre.

Les modifications éventuelles du protocole de mise en œuvre du « survey surfaces agricoles » se basent notamment sur les conditions météorologiques ayant prévalu dans l'année, le type de culture, la localisation géographique et les conditions pédologiques.

Dans les modifications éventuelles de ce protocole, la structure d'encadrement recherche une mise en œuvre optimale du présent arrêté et du chapitre IV du Code de l'Eau dans un souci de précision et de faisabilité, en tenant compte des connaissances acquises notamment par les « survey nitrates » antérieurs, ainsi que des évolutions agronomiques, techniques et scientifiques.

§ 2. La structure d'encadrement met en œuvre le « survey surfaces agricoles » conformément au § 1^{er}. Cette mise en œuvre permet notamment la détermination annuelle des valeurs d'APL de référence indispensables à l'évaluation de la conformité aux bonnes pratiques agricoles nécessaires à la protection des eaux contre les nitrates à partir de sources agricoles.

Chaque année, les valeurs des APL de référence, exprimées en kg N-NO₃/ha, sont établies par la structure d'encadrement et transmises au ministre pour approbation au plus tard le 31 janvier sur base du « survey surfaces agricoles » du dernier automne.

Les valeurs d'APL de référence ne sont valablement applicables que si elles sont approuvées par le ministre.

Les valeurs d'APL de référence sont établies de manière à refléter une gestion optimale de l'azote en vue de la protection des eaux pour l'année considérée et pour chaque classe de l'annexe I^{er}.

§ 3. Dans le cadre du « survey surface agricoles », les échantillons de sol sont prélevés et conditionnés conformément à l'article 3, sous la responsabilité d'un laboratoire agréé, par celui-ci ou par un tiers mandaté par celui-ci.

Les profils azotés établis dans le cadre du « survey surfaces agricoles » sont établis conformément aux exigences fixées aux art.5 et 6 par un laboratoire agréé.

Art. 8. Chaque année, pour chaque parcelle échantillonnée en application de l'arrêté du Gouvernement wallon relatif au suivi, par des mesures de l'azote potentiellement lessivable (APL), de la conformité des exploitations agricoles situées en zone vulnérable aux bonnes pratiques agricoles nécessaires à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles, l'administration évalue la conformité aux bonnes pratiques agricoles nécessaires à la protection des eaux contre les nitrates à partir de sources agricoles suivant la procédure fixée à l'annexe II. — Pour les parcelles échantillonnées en vertu de l'article 220 du Code de l'Eau, l'évaluation est réalisée par la structure d'encadrement.

CHAPITRE IV. — *Autres dispositions générales*

Art. 9. L'agriculteur, la structure d'encadrement, le laboratoire agréé et tout autre acteur concerné par le présent arrêté mettent tout en œuvre pour que les opérations décrites dans le présent arrêté se réalisent dans les meilleures conditions. Ils veillent notamment à une bonne circulation des informations et au respect des délais. Ils agissent en toute indépendance, sans convergence d'intérêts autre que la bonne mise en œuvre du présent arrêté.

Art. 10. L'arrêté ministériel du 6 avril 2004 portant certaines dispositions d'exécution relatives à la « démarche qualité » et au « survey surfaces agricoles » de l'arrêté du 10 octobre 2002 relatif à la gestion durable de l'azote en agriculture est abrogé.

Namur, le 18 février 2008.

B. LUTGEN

Annexe I^e

Tableau de répartition des terres arables et des prairies en classes

Classe 1	Betterave sucrière
Classe 2	Céréales suivies d'une culture piège à nitrates
Classe 3	Céréales non suivies d'une culture piège à nitrates; chicorée
Classe 4	Maïs
Classe 5	Pomme de terre
Classe 6	Colza
Classe 7	Légumes cultivés pour leurs feuilles, tiges ou fruits
Classe 8	Prairies pâturées ou fauchées

Les itinéraires culturaux non repris dans le tableau ci-dessus peuvent être assimilés aux classes existantes par la structure d'encadrement.

Annexe II

Evaluation de la conformité aux bonnes pratiques agricoles nécessaires à la protection des eaux contre les nitrates à partir de sources agricoles, de l'APL mesuré dans les parcelles de terre arable et de prairie

1. Terres arables

L'APL mesuré dans les parcelles de terre arable est déclaré conforme aux bonnes pratiques agricoles nécessaires à la protection des eaux contre les nitrates à partir de sources agricoles si :

La valeur R de l'APL mesuré dans la parcelle (kg N-NO₃/ha) est inférieure ou égale à A + D.

Où :

A est déduit, pour la date à laquelle la parcelle a été échantillonnée, du centile 75 des observations du survey surfaces agricoles établi en application de l'article R.228 du code de l'eau, pour la classe définie à l'annexe I^{er}, et est exprimé en kg N-NO₃/ha;

D est un coefficient représentant l'incertitude liée à l'estimation de l'APL moyen d'une parcelle et est égal à 0,198 x la médiane des observations du survey surfaces agricoles établi en application de l'article R. 228 du code de l'eau, pour la classe définie à l'annexe I^e. — D est exprimé en kg N-NO₃/ha.

Dans le cas contraire, l'APL mesuré est déclaré non conforme aux bonnes pratiques agricoles nécessaires à la protection des eaux contre les nitrates à partir de sources agricoles.

2. Prairies

L'APL mesuré dans les parcelles de prairie est déclaré conforme aux bonnes pratiques agricoles nécessaires à la protection des eaux contre les nitrates à partir de sources agricoles si :

La valeur R de l'APL mesuré dans la parcelle (kg N-NO₃/ha) est inférieure ou égale à A + D.

Où

A est déduit, pour la date à laquelle la parcelle a été échantillonnée, du centile 75 des observations du survey surfaces agricoles établi en application de l'article R.228 du code de l'eau pour les prairies, exprimé en kg N-NO₃/ha;

D est une valeur représentant l'incertitude liée à l'estimation de l'APL d'une parcelle et est égal 23,8 kg N-NO₃/ha.

Dans le cas contraire, l'APL mesuré est déclaré non conforme aux bonnes pratiques agricoles nécessaires à la protection des eaux contre les nitrates à partir de sources agricoles.

3. Estimation de l'amélioration

La différence relative par rapport à la médiane annuelle des observations du survey surfaces agricoles établi en application de l'article R. 228 du code de l'eau pour la classe considérée est également calculée, selon la formule suivante :

Différence relative = [APL mesuré (kg N-NO₃/ha) - médiane des observations du survey surfaces agricoles pour la classe et l'année considérée (kg N-NO₃/ha)] / médiane des observations du survey surfaces agricoles pour la classe et l'année considérée (kg N-NO₃/ha).

La somme de ces différences relatives pour toutes les parcelles d'une exploitation agricole et pour une année donnée constitue une estimation de l'écart des APL de cette exploitation par rapport aux bonnes pratiques agricoles nécessaires à la protection des eaux contre les nitrates à partir de sources agricoles.

Les APL d'une exploitation agricole non conforme sont dits en amélioration si cet écart diminue par rapport à une année antérieure de référence donnée.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2008 — 971

[C - 2008/27045]

18. FEBRUAR 2008 — Ministerialerlass mit Durchführungsbestimmungen bezüglich der Techniken zur Messung des potentiell auswaschbaren Stickstoffs und des "Survey landwirtschaftliche Flächen" in Anwendung von Kapitel IV des verordnungsrechtlichen Teils des Wassergesetzbuches

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,

Aufgrund der Europäischen Richtlinie (91/676/EWG) vom 12. Dezember 1991 zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen;

Aufgrund des Buchs II, Kapitel IV des verordnungsrechtlichen Teils des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, was die nachhaltige Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft betrifft, in seiner am 15. Februar 2007 abgeänderten Fassung, insbesondere der Artikel R.220 und R.228;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Februar 2008 über die Überwachung durch Messungen des potentiell auswaschbaren Stickstoffs (PAS) der Übereinstimmung der in einem gefährdeten Gebiet gelegenen landwirtschaftlichen Betriebe mit den Regeln der guten fachlichen Praxis in der Landwirtschaft, die zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen notwendig sind;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Februar 2008 zur Festlegung der Bedingungen für die Zulassung von Laboren, die mit den Bodenanalysen zur Quantifizierung des potentiell auswaschbaren Stickstoffs (PAS) beauftragt sind, im Rahmen der Umsetzung von Artikel R.220 des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, was die nachhaltige Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft betrifft, in seiner am 15. Februar 2007 abgeänderten Fassung, sowie im Rahmen der Umsetzung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Februar 2008 über die Überwachung durch Messungen des potentiell auswaschbaren Stickstoffs (PAS) der Übereinstimmung der in einem gefährdeten Gebiet gelegenen landwirtschaftlichen Betriebe mit den Regeln der guten fachlichen Praxis in der Landwirtschaft, die zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen notwendig sind, insbesondere seines Artikels 8;

In Erwägung der Notwendigkeit, eine genaue Methodologie für eine zuverlässige Bestimmung der Messung des potentiell auswaschbaren Stickstoffs im Boden festzulegen;

In Erwägung der Notwendigkeit, jedes Jahr Bezugswerte für den PAS festzulegen, die die Regeln der guten fachlichen Praxis in der Landwirtschaft widerspiegeln, die zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen notwendig sind, und auf jede Klasse von Acker- oder Weideland angewandt werden;

In Erwägung der Notwendigkeit, die in den Böden gemessenen PAS-Werte auf objektive Weise mit den Bezugswerten zu vergleichen,

Beschließt:

KAPITEL I — Definitionen

Artikel 1 - Zur Anwendung vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° "Zentil": auf die nächste Ganzzahl auf- bzw. abgerundeter Prozentsatz der Individuen einer Probe, die eine Note unterhalb einer bestimmten Bruttonote erhalten haben;

2° "Parzelle" oder "landwirtschaftliche Parzelle": jede zusammenhängende Fläche Ackerbauland oder Weideland, die im Laufe eines Anbauzyklus homogen bewirtschaftet wird;

3° "Begleitstruktur": die Einrichtungen, denen in Anwendung von Artikel R.224 § 2 des Wassergesetzbuches im Rahmen einer Vereinbarung Koordinierungs- und Betreuungsaufgaben anvertraut werden;

4° "Ackerflächen": alle bebaubaren Flächen mit Ausnahme der Weiden;

5° "Survey landwirtschaftliche Flächen": Netz repräsentativer Messstellen, mittels dessen jährliche Bezugswerte für den potentiell auswaschbaren Stickstoff festgelegt werden.

KAPITEL II — Verteilung der Parzellen, Entnahme, Verpackung und Analyse von Proben

Art. 2 - § 1. Die Parzellen aller landwirtschaftlichen Betriebe, in denen Bodenproben entnommen werden zwecks einer Dosierung von potentiell auswaschbarem Stickstoff kraft der Artikel R.220 und R.228 des Wassergesetzbuches, sowie kraft des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Februar 2008 über die Überwachung durch Messungen des potentiell auswaschbaren Stickstoffs der Übereinstimmung der in einem gefährdeten Gebiet gelegenen landwirtschaftlichen Betriebe mit den Regeln der guten fachlichen Praxis in der Landwirtschaft, die zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen notwendig sind, gemäß Artikel 3 in Klassen verteilt.

§ 2. Die Bodenproben werden in Übereinstimmung mit Artikel 4 von der Landwirtschaftsverwaltung, einem zugelassenen Labor oder einer von der Landwirtschaftsverwaltung oder einem zugelassenen Labor beauftragten Drittperson entnommen und verpackt. In allen Fällen darf eine von der Landwirtschaftsverwaltung bevollmächtigte Person bei der Probeentnahme anwesend sein, um das Verfahren zu überprüfen.

§ 3. Über die Zulassung zur Durchführung der PAS-Dosierung verfügen nur die Laboratorien, die den Anforderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Februar 2008 zur Festlegung der Bedingungen für die Zulassung von Laboren, die mit den Bodenanalysen zur Quantifizierung des potentiell auswaschbaren Stickstoffs (PAS) beauftragt sind, im Rahmen der Umsetzung von Artikel R.220 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, was die nachhaltige Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft betrifft, in seiner am 15. Februar 2007 abgeänderten Fassung, sowie im Rahmen der Umsetzung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Februar 2008 über die Überwachung durch Messungen des potentiell auswaschbaren Stickstoffs (PAS) der Übereinstimmung der in einem gefährdeten Gebiet gelegenen landwirtschaftlichen Betriebe mit den Regeln der guten fachlichen Praxis in der Landwirtschaft, die zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen notwendig sind, genügen.

§ 4. Die Beurteilung der Übereinstimmung der PAS-Werte mit den Regeln der guten fachlichen Praxis in der Landwirtschaft, die zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen notwendig sind, betreffend eine bestimmte Parzelle erfolgt in Übereinstimmung mit Artikel 8 durch den Vergleich der gemessenen PAS-Werte mit den PAS-Bezugswerten, die in Übereinstimmung mit demselben Artikel festgelegt werden.

Art. 3 - Die Parzellen aller landwirtschaftlichen Betriebe, in denen Bodenproben zwecks einer Dosierung des potentiell auswaschbaren Stickstoffs entnommen werden, werden in acht Klassen unterteilt. Die Unterscheidung zwischen diesen Klassen geschieht nach Anlage I.

Art. 4 - § 1. Auf jeder Ackerlandparzelle, in der eine Entnahme von Bodenproben zwecks einer Dosierung des potentiell auswaschbaren Stickstoffs erfolgt, werden wenigstens 15 Proben entnommen.

Auf jeder Weideparzelle, wo eine Entnahme von Bodenproben zwecks einer Dosierung des potentiell auswaschbaren Stickstoffs erfolgt, werden wenigstens 30 Proben entnommen.

Die Proben werden homogen auf der gesamten Fläche der Parzelle entnommen, außer in der unmittelbaren Umgebung zu dem Parzellenrand, zu den Trinkstellen, zu den Futterplätzen, zu den Lagerplätzen und zu jeder sonstigen Fläche, die grundlegend anders als der Rest der Parzelle behandelt wird.

Wenn eine ausgewählte Parzelle auf zwei oder mehrere verschiedene Arten bewirtschaftet wird, werden nur auf der Zone, deren Bewirtschaftung am ehesten der bei der vorherigen Auswahl berücksichtigten Bewirtschaftungsmethode entspricht, Proben entnommen.

§ 2. Jede Probenahme auf einer Ackerlandparzelle wird in drei Schichten unterteilt; eine erste Schicht in einer Tiefe von 0 bis 30 cm, eine zweite Schicht in einer Tiefe von 30 bis 60 cm und eine dritte Schicht in einer Tiefe von 60 bis 90 cm, insofern die Bodentiefe dies zulässt.

Diese Proben werden mit einer Sonde entnommen, deren Durchmesser ausreicht, um wenigstens 300 gr Erde pro Schicht und pro Parzelle, auf der Proben entnommen werden, zu entnehmen.

Falls es nicht möglich ist, in einer Schicht einer bestimmten Parzelle eine repräsentative Probe zu entnehmen (Entnahme von wenigstens 2/3 der Erdmenge, die für die Schicht vorgesehen ist), so wird diese Schicht bei der Auswertung der Ergebnisse nicht berücksichtigt.

§ 3. Jede Probenahme auf einer Weideparzelle wird in einer einzigen Schicht von 30 cm Tiefe durchgeführt, oder in einer geringeren Schicht, die der Dicke des losen Erdreichs entspricht, falls eine Tiefe von 30 cm nicht erreicht werden kann.

Diese Proben werden mit einer Sonde entnommen, deren Durchmesser ausreicht, um wenigstens 300 gr Erde pro Probenahme und pro Parzelle, auf der Proben entnommen werden, zu entnehmen.

§ 4. Bei jeder Probenahme muss diese Sonde gleichmäßig mit Erde gefüllt sein.

§ 5. Zum Zeitpunkt der Probenahme muss der Boden soweit ausgetrocknet sein, dass die Gefahr einer Verunreinigung der Probe einer Schicht durch Erde einer anderen Schicht ("Vermengen") vermieden wird, und dass es möglich ist, die weitere Behandlung der Proben unter guten Bedingungen vorzunehmen (Sieben, Homogenisierung der Proben).

§ 6. Ist es auf einer bestimmten Parzelle nicht möglich, die Proben unter den in § 1 bis 5 angeführten Bedingungen zu entnehmen, werden auf der eventuell bestimmten Ersatzparzelle Proben entnommen.

§ 7. Die Entnahme von Bodenproben in Anwendung von Artikel R.220 des Wassergesetzbuches erfolgt zwischen dem 15. Oktober und dem 30. November unter Berücksichtigung der Anbauanforderungen.

Die Entnahme von Bodenproben in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Februar 2008 über die Überwachung durch Messungen des potentiell auswaschbaren Stickstoffs der Übereinstimmung der in einem gefährdeten Gebiet gelegenen landwirtschaftlichen Betriebe mit den Regeln der guten fachlichen Praxis in der Landwirtschaft, die zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen notwendig sind, erfolgt zwischen dem 15. Oktober und dem 30. November unter Berücksichtigung der Anbauanforderungen.

Dieser Zeitraum wird bis zum 20. Dezember verlängert, um den Bedürfnissen des in Anwendung von Artikel 228 des Wassergesetzbuches eingeführten "Survey landwirtschaftliche Flächen" zu genügen.

Die Proben werden mit Hilfe motorisierter Gerätschaften oder manuell entnommen. Die Entnahme von Proben mit motorisierten Gerätschaften ist nicht erlaubt, wenn dies der vorhandenen Kultur oder dem Boden objektiv schadet.

Die Eigenschaften des zur Entnahme von Proben eingesetzten Geräts müssen gewährleisten, dass die Erdschichten nicht gefährdet werden, und dass keine Gefahr besteht, dass die Proben mit mineralischem Stickstoff angereichert werden. Es handelt sich um eine öhrenförmige Sonde vom Typ eines geschlossenen oder halbmondförmigen Hohlmeißels, oder um einen spiralförmigen Schneckenbohrer.

Der Landwirt oder sein Vertreter gibt die Lage und die Tiefe etwaiger Dränleitungen oder sonstiger Elemente an, die durch das Probenahmeverfahren beschädigt werden könnten, in der Parzelle, in der die Proben entnommen werden.

§ 8. Für jede Parzelle, auf der Proben entnommen werden, wird die entnommene Erde pro Schicht getrennt in einen Beutel verpackt. Nachdem auf jeder Parzelle Proben entnommen wurden, werden die Beutel hermetisch verschlossen und mit unauslöschlicher Tinte eindeutig erkennbar nummeriert. Anschließend werden die Proben sofort in einem temperaturisolierten und hermetisch verschlossenen Behälter verstaut.

§ 9. Die Proben werden in ihrem temperaturisolierten und hermetisch verschlossenen Behälter noch am gleichen Tag in das mit der Analyse beauftragte zugelassene Labor gebracht.

§ 10. Das mit der Analyse beauftragte Labor oder die Landwirtschaftsverwaltung, wenn letztere die Probenahme vornimmt, informiert den Landwirt wenigstens sieben Tage im voraus über das Datum der Probenahme. Im Anschluss an die Probenahme wird ein Protokoll ordnungsgemäß ausgefüllt, datiert und von dem Verantwortlichen der Probenahme unterzeichnet sowie von dem Landwirt oder dessen Vertreter zwecks Genehmigung gegengezeichnet. Falls das Protokoll vom Landwirt oder seinem Vertreter nicht unterzeichnet wird, werden die Gründe dafür darin angegeben; in diesem Fall ist das Protokoll nur aufgrund der einzigen Unterschrift des Verantwortlichen der Probenahme oder des Vertreters der Landwirtschaftsverwaltung, wenn dieser anwesend ist, maßgebend. Dieses Protokoll wird in zwei Ausfertigungen erstellt: eines für den Landwirt und ein zweites für die Stelle, die die Probenahme vornimmt. Es umfasst mindestens die nachfolgenden Informationen:

- die Angaben zu dem Landwirt;
- die Angaben zu dem zugelassenen Labor, das mit der Probenahme und der Analyse beauftragt ist;
- den Namen des Verantwortlichen der Probenahme;
- die Verwaltungsreferenzen der Parzellen, auf denen Proben entnommen wurden, die letzte geerntete Kultur, die derzeit vorhandene oder eingesäte Kultur oder Pflanzendecke und die Einbringungen (Art, Menge, Datum) organischer Stoffe, die nach dem Abernten der letzten Kultur stattgefunden haben;
- die Verwaltungsreferenzen der etwaigen Parzellen, auf denen keine Proben entnommen wurden, und die Gründe dafür;
- die Referenzen der zusammengestellten Beutel mit Erdreich;
- die zweckdienlichen Informationen über die Probenahme (Datum; Sondentyp, Art der Probenahme, Anzahl Proben, Tiefe der Probenahme, aufgetretene Schwierigkeiten, insbesondere in Anwendung des vorliegenden Erlasses, ggf. Bemerkungen).

Falls die Probenahme unter der Verantwortung eines zugelassenen Labors durchgeführt wird, und ein Vertreter der Landwirtschaftsverwaltung dabei anwesend ist, muss das Protokoll zudem von diesem Vertreter unterzeichnet werden. Mangels dessen muss die Probenahme auf Kosten des zugelassenen Labors neu durchgeführt werden.

§ 11. Wenn die Probenahme unter der Verantwortung eines zugelassenen Labors durchgeführt wird, bewahrt dieses die Protokolle über die Probenahme während wenigstens vier Jahren auf und hält sie insbesondere der Begleitstruktur zur Verfügung. Ist das zugelassene Labor betreffend der Beachtung der Auflagen des vorliegenden Artikels mit größeren Schwierigkeiten konfrontiert worden, so setzt es die Verwaltung so schnell wie möglich davon in Kenntnis.

Art. 5 - § 1. Die Proben werden durch das Labor unmittelbar, nachdem sie angeliefert wurden, analysiert oder insofern eine sofortige Analyse nicht möglich ist, nachdem sie während maximal fünf Tagen in einem Kühlraum mit einer Temperatur zwischen 1°C und 4°C gelagert worden sind.

§ 2. Das zugelassene Labor führt eine Analyse der Nitrate (NO₃⁻) für jeden eingegangenen Beutel durch.

§ 3. Vor der Analyse wird der Inhalt jedes Beutels sorgfältig durch Sieben mit einem 8mm-Sieb homogenisiert. Falls nach dem Sieben ein Siebrückstand auf dem Sieb verbleibt, so wird dieser Rückstand gewogen und der Steinanteil davon abgerechnet.

Wenn der Steinanteil weniger als 10% beträgt, werden die Berechnungen dementsprechend angepasst. Wenn der Steinanteil mehr als 10% darstellt, wird er von der digitalen Karte der Wallonischen Böden abgeleitet.

§ 4. Unmittelbar nach dem Sieben wird die Extraktion des Nitrations auf dem rohen nicht getrockneten Material eines aliquoten Teils von wenigstens 30 Gramm Probematerial anhand einer 0,1 N Lösung von KCl durchgeführt. Das Extraktionsverhältnis (Gewicht Erde/Volumen der Extraktionslösung) beträgt 1/5.

§ 5. Die Flaschen, die zur Extraktion dienen, werden verschlossen und während 30 Minuten in einem Rotationsschüttler geschüttelt. Anschließend muss die Lösung während dreißig Minuten ruhen um ein Absetzen zu erreichen.

§ 6. Die Dosierung des Nitrations wird auf der Schwimmschicht durchgeführt, die je nach Dosierungsmethode vorher gefiltert oder zentrifugiert wird.

§ 7. Wird die Dosierung nicht innerhalb von drei Stunden nach der Extraktion durchgeführt, so werden die Extrakte entweder in einem Kühlraum bei einer Höchsttemperatur von 4°C lichtgeschützt und während einer Höchstdauer von 48 Stunden gelagert, oder sie werden eingefroren.

§ 8. Die Dosierung des Nitrats wird von dem zugelassenen Labor nach einem der nachfolgenden Standardverfahren durchgeführt:

— die kolorimetrische Methode zur direkten Methode des Nitrats mit chromotropischer Säure (West & Lyles, 1960);

— die kolorimetrische Methode zur direkten Methode des Nitrats mit Brucin (West & Lyles, 1967);

— die titrimetrische Methode zur Reduktion des Nitrats in Ammonium durch die Devarda-Legierung nach Destillierung und Abtreibung mit Wasserdampf;

— die kolorimetrische Methode zur Reduktion des Nitrats in Nitrit (unter anderem mit Hilfe von Cadmium oder Hydrazin) mit Dosierung durch die modifizierte Griess-Ilosvay-Reaktion (Bremner, 1965; Guiot, 1975);

§ 9. Das Ergebnis wird in kg N-NO₃/ha ausgedrückt. Diese Einheit wird von einer in Anwendung von § 8 dosierten Konzentration in mg/N-NO₃/l abgeleitet.

Bei dem Übergang von einer Einheit zur anderen werden Parameter wie die Dicke der Bodenschicht, der prozentuale Anteil an Trockenmasse, das Verhältnis Steine/Erde sowie die Füllichte im trockenen Zustand berücksichtigt. Zu diesem Zweck werden die nachfolgenden Standardwerte für die Dichte auf trockenem Boden pro Schicht angewandt: 1,35 t/m³ für die obere Schicht (0-30 cm), 1,5 t/m³ für die anderen Schichten (30-60 cm et 60-90 cm) bei Ackerland und 1,3 t/m³ bei Weiden.

§ 10. Treten bei der Anwendung des vorliegenden Artikels größere Schwierigkeiten auf, setzt das zugelassene Labor die Verwaltung umgehend davon in Kenntnis.

Art. 6 - § 1. Binnen sieben Werktagen nach der Entnahme von Proben auf einer Parzelle kann die Landwirtschaftsverwaltung zu Kontrollzwecken andere Probenahmen auf derselben Parzelle in Übereinstimmung mit Artikel 4 durchführen oder durchführen lassen.

Die entnommenen Proben werden zwei anderen zugelassenen Labors, die von der Landwirtschaftsverwaltung ausgesucht werden, zwecks Analyse übermittelt.

§ 2. Wenn für drei Kontrollen, die während derselben Saison in Übereinstimmung mit § 1 durchgeführt werden, die von den beiden anderen zugelassenen Labors erreichten Ergebnisse voneinander nicht um mehr als 20% abweichen, und ihr Durchschnitt um mehr als 25% von den Ergebnissen des ersten Labors abweicht ist je nach Fall der Artikel 14 oder der Artikel 16 § 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Februar 2008 zur Festlegung der Bedingungen für die Zulassung von Laboren, die mit den Bodenanalysen zur Quantifizierung des potentiell auswaschbaren Stickstoffs (PAS) beauftragt sind, im Rahmen der Umsetzung von Artikel R.220 des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, was die nachhaltige Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft betrifft, in seiner am 15. Februar 2007 abgeänderten Fassung, sowie im Rahmen der Umsetzung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Februar 2008 über die Überwachung durch Messungen des potentiell auswaschbaren Stickstoffs (PAS) der Übereinstimmung der in einem gefährdeten Gebiet gelegenen landwirtschaftlichen Betriebe mit den Regeln der guten fachlichen Praxis in der Landwirtschaft, die zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen notwendig sind, anwendbar. Die Verwaltung berücksichtigt die Ergebnisse der Analysen, die für den Landwirt am günstigsten sind.

KAPITEL III — "Survey landwirtschaftliche Flächen" und Beurteilung der Übereinstimmung mit den Regeln der guten fachlichen Praxis in der Landwirtschaft, die zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen notwendig sind

Art. 7 - § 1. Die Begleitstruktur legt das von ihr erstellte Protokoll über die Umsetzung des "Survey Landwirtschaftliche Flächen" dem Minister zur Genehmigung vor, und zwar bei jeder wichtigen Änderung und wenigstens einmal alle vier Jahre, in Anwendung von Artikel 228 des Wassergesetzbuches.

Ein Protokoll über die Umsetzung des "Survey Landwirtschaftliche Flächen" ist nur dann gültig anwendbar, wenn es durch den Minister genehmigt wird.

Bei der eventuellen Abänderung des Protokolls über die Umsetzung des "Survey Landwirtschaftliche Flächen" werden insbesondere die Wetterbedingungen berücksichtigt, die in dem betreffenden Jahr vorgeherrscht haben, sowie die geographische Lokalisierung und die Bodenbedingungen.

Bei den eventuellen Abänderungen dieses Protokolls zielt die Begleitstruktur darauf ab, den vorliegenden Erlass sowie das Kapitel IV des Wassergesetzbuches optimal umzusetzen im Sinne der Genauigkeit und Durchführbarkeit, unter Berücksichtigung der insbesondere im Rahmen der "Survey Stickstoff"-Verfahren erlangten Erkenntnisse und der agrartechnischen, technischen und wissenschaftlichen Entwicklungen.

§ 2. Die Begleitstruktur setzt das "Survey Landwirtschaftliche Flächen" gemäß § 1 um. Diese Umsetzung ermöglicht unter anderem die jährliche Bestimmung der PAS-Bezugswerte, die notwendig sind, um die Übereinstimmung mit den Regeln der guten fachlichen Praxis in der Landwirtschaft, die zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen notwendig sind, zu bewerten.

Jedes Jahr werden die PAS-Bezugswerte (in N-NOH₃/ha) von der Begleitstruktur auf der Grundlage des "Survey Landwirtschaftliche Flächen" des vergangenen Herbstes bestimmt und dem Minister spätestens am 31. Januar zwecks Genehmigung vorgelegt.

Die PAS-Bezugswerte sind nur dann gültig anwendbar, wenn sie durch den Minister genehmigt werden

Die PAS-Bezugswerte werden bestimmt, um die optimale Verwaltung des Stickstoffs im Hinblick des Schutzes der Gewässer für das betreffende Jahr und für jede Klasse der Anlage I widerzuspiegeln.

§ 3. Im Rahmen des "Survey landwirtschaftliche Flächen" werden die Bodenproben unter der Verantwortung eines zugelassenen Labors, durch das Labor selbst oder durch eine von ihm bevollmächtigte Drittperson gemäß Artikel 3 entnommen und zusammengestellt.

Die im Rahmen des "Survey Landwirtschaftliche Flächen" erstellten Stickstoffprofile werden von einem zugelassenen Labor gemäß Artikel 5 und Artikel 6 erstellt.

Art. 8 - Jedes Jahr bewertet die Verwaltung die Übereinstimmung mit den Regeln der guten fachlichen Praxis in der Landwirtschaft, die zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen notwendig sind, nach dem in der Anlage II festgelegten Verfahren, und dies für jede Parzelle, auf der Proben entnommen werden in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung über die Überwachung durch Messungen

des potentiell auswaschbaren Stickstoffs der Übereinstimmung der in einem gefährdeten Gebiet gelegenen landwirtschaftlichen Betriebe mit den Regeln der guten fachlichen Praxis in der Landwirtschaft, die zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen notwendig sind. Für die Parzellen, auf denen kraft Artikel 220 des Wassergesetzbuches Proben entnommen werden, wird die Bewertung von der Begleitstruktur vorgenommen.

KAPITEL IV — Sonstige allgemeine Bestimmungen

Art. 9 - Der Landwirt, die Begleitstruktur, das zugelassene Labor und alle anderen von vorliegendem Erlass betroffenen Beteiligten setzen alles daran, damit die in vorliegendem Erlass beschriebenen Operationen unter optimalen Umständen stattfinden. Sie achten insbesondere auf eine gute Übermittlung der Informationen und auf die Einhaltung der Fristen. Sie handeln unabhängig und verfolgen dabei einzig das Ziel, den vorliegenden Erlass bestmöglich anzuwenden.

Art. 10 - Der Ministerialerlass vom 6. April 2004 mit Durchführungsbestimmungen zu dem "Qualitätskonzept" und dem "Survey landwirtschaftliche Flächen", angeführt in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Oktober 2002 bezüglich der nachhaltigen Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft, wird außer Kraft gesetzt.

Namur, den 18. Februar 2008

B. LUTGEN

Anlage I

Tabelle zur Einstufung von Ackerland und Weiden in Klassen

Klasse 1	Zuckerrübe
Klasse 2	Getreide mit Nitrat fixierenden Zwischenkulturen
Klasse 3	Getreide ohne Nitrat fixierende Zwischenkulturen; Zichorie
Klasse 4	Mais
Klasse 5	Kartoffeln
Klasse 6	Raps
Klasse 7	Gemüse, das für seine Blätter, Stiele oder Früchte angebaut wird
Klasse 8	Beweidetes oder gemähtes Weideland

Die Begleitstruktur kann in der oben stehenden Tabelle nicht übernommene Anbaupläne bestehenden Klassen gleichstellen.

Anlage II

Beurteilung der Übereinstimmung des PAS-Werts in den Parzellen Ackerland und Weideland mit den Regeln der guten fachlichen Praxis in der Landwirtschaft, die zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen notwendig sind

1. Ackerland

Der in den Parzellen Ackerland gemessene PAS-Wert stimmt mit den Regeln der guten fachlichen Praxis in der Landwirtschaft, die zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen notwendig sind, überein wenn

Der Wert R des in der Parzelle (kg N-NO₃/ha) gemessenen PAS-Werts kleiner oder gleich als A +D ist.

Wobei:

A für das Datum, an dem die Parzelle Gegenstand einer Probenahme gewesen ist, vom Zentil 75 der Beobachtungen des "Survey landwirtschaftliche Flächen", der in Anwendung von Artikel R.228 des Wassergesetzbuches für die in der Anlage I festgelegte Klasse erstellt wurde, abgeleitet ist, und in kg N-NO₃/ha ausgedrückt wird;

D ein Koeffizient ist, der die Unsicherheit darstellt, die mit der Einschätzung des durchschnittlichen PAS-Werts einer Parzelle verbunden ist, und 0,198 x dem Mittelwert der Beobachtungen des "Survey landwirtschaftliche Flächen", der in Anwendung von Artikel R.228 des Wassergesetzbuches für die in der Anlage I festgelegte Klasse erstellt wurde, entspricht. D wird in kg N-NO₃/ha ausgedrückt.

Im gegenteiligen Fall wird erklärt, dass der gemessene PAS-Wert mit den Regeln der guten fachlichen Praxis in der Landwirtschaft, die zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen notwendig sind, nicht übereinstimmt.

2. Weiden

Der in den Parzellen Weideland gemessene PAS-Wert stimmt mit den Regeln der guten fachlichen Praxis in der Landwirtschaft, die zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen notwendig sind, überein wenn

Der Wert R des in der Parzelle (kg N-NO₃/ha) gemessenen PAS-Werts kleiner oder gleich als A +D ist.

Wobei:

A für das Datum, an dem die Parzelle Gegenstand einer Probenahme gewesen ist, vom Zentil 75 der Beobachtungen des "Survey landwirtschaftliche Flächen", der in Anwendung von Artikel R.228 des Wassergesetzbuches für Wiesen erstellt wurde, abgeleitet ist und in kg N-NO₃/ha ausgedrückt wird;

D ein Wert ist, der die Unsicherheit darstellt, die mit der Einschätzung des PAS-Werts einer Parzelle verbunden ist, und gleich 23,8 kg N-NO₃/ha ist.

Im gegenteiligen Fall wird erklärt, dass der gemessene PAS-Wert mit den Regeln der guten fachlichen Praxis in der Landwirtschaft, die zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen notwendig sind, nicht übereinstimmt.

3. Beurteilung der Verbesserung

Der relative Unterschied im Verhältnis zum jährlichen Mittelwert der Beobachtungen des "Survey landwirtschaftliche Flächen", der in Anwendung von Artikel R.228 des Wassergesetzbuches für die betreffende Klasse erstellt wurde, wird ebenfalls unter Anwendung folgender Formel berechnet:

Relativer Unterschied = [gemessener PAS (kg N-NO₃/ha)-Mittelwert der Beobachtungen des "Survey landwirtschaftliche Flächen" für die betreffende Klasse und das betreffende Jahr (kg N-NO₃/ha)] / Mittelwert der Beobachtungen des "Survey landwirtschaftliche Flächen" für die betreffende Klasse und das betreffende Jahr (kg N-NO₃/ha)

Die Summe dieser relativen Unterschiede für alle Parzellen eines landwirtschaftlichen Betriebs und für ein bestimmtes Jahr bildet eine Einschätzung der Abweichung der PAS-Werte dieses Betriebs im Verhältnis zu den Regeln der guten fachlichen Praxis in der Landwirtschaft, die zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen notwendig sind

Die PAS-Werte eines nicht konformen landwirtschaftlichen Betriebs werden als "in Verbesserung" bezeichnet, wenn diese Abweichung im Verhältnis zu einem bestimmten vorherigen Bezugsjahr abnimmt.

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2008 — 971

[C — 2008/27045]

18 FEBRUARI 2008. — Ministerieel besluit houdende sommige uitvoeringsbepalingen betreffende de technieken voor de meting van potentieel uitspoelbare stikstof en de "survey surfaces agricoles" (survey landbouwoppervlakten) overeenkomstig hoofdstuk IV van het regelgevend deel van het Waterwetboek

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

Gelet op de Richtlijn 91/676/EEG van de Raad van 12 december 1991 inzake de bescherming van water tegen verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen;

Gelet op hoofdstuk IV van Boek II van het regelgevend deel van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, voor wat betreft het duurzame beheer van stikstof in de landbouw, zoals gewijzigd op 15 februari 2007, en meer bepaald op de artikelen R.220 en R.228;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 14 februari 2008 betreffende de opvolging door metingen van de potentieel uitspoelbare stikstof van de conformiteit van de landbouwbedrijven in kwetsbare gebieden met de goede praktijken nodig voor de bescherming van water tegen verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 14 februari 2008 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden van de laboratoria belast met de bodemanalyses voor de kwantificatie van de potentieel uitspoelbare stikstof in het kader van de uitvoering van artikel R.220 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, voor wat betreft het duurzame beheer van stikstof in de landbouw, zoals gewijzigd op 15 februari 2007, en in het kader van de uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 14 februari 2008 betreffende de opvolging, door metingen van de potentieel uitspoelbare stikstof, van de conformiteit van de landbouwbedrijven in kwetsbare gebieden met de goede praktijken nodig voor de bescherming van water tegen verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen, en meer bepaald op artikel 8 ervan;

Overwegende dat het noodzakelijk is een nauwkeurige methode vast te leggen om de potentieel uitspoelbare stikstof in de bodems op een betrouwbare wijze te kunnen meten;

Overwegende dat het noodzakelijk is jaarlijks de referentiewaarden vast te leggen van de potentieel uitspoelbare stikstof, die een afspiegeling zijn van de op elke teelt- of weideklasse uitgevoerde goede landbouwpraktijken nodig voor de bescherming van water tegen de verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen;

Overwegende dat het noodzakelijk is de potentieel uitspoelbare stikstof, gemeten in de bodems, objectief te kunnen vergelijken met die referentiewaarden,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijvingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit verstaat men onder :

1° "centiel" : percentage van individuen van een staal, afgerond naar de dichtstbijzijnde eenheid, die een score vertonen die lager is dan de gegeven brutoscore;

2° "perceel" of "landbouwperceel" : elk akker- of weideland bestaande uit één aaneengesloten deel dat homogeen beheerd wordt tijdens één teelcyclus;

3° "begeleidingsstructuur" : de organismen waaraan bij overeenkomst coördinatie- en begeleidingsopdrachten worden toevertrouwd overeenkomstig artikel R.224, § 2, van het Waterwetboek;

4° "akkerland" : de gezamenlijke bebouwbare oppervlakten, weideland uitgesloten;

5° "survey surfaces agricoles" (survey landbouwoppervlakten) : netwerk van representatieve punten waarmee jaarlijkse referentiewaarden worden vastgesteld voor potentieel uitspoelbare stikstof.

HOOFDSTUK II. — *Onderverdeling van de percelen, monsterneming, verpakking en analyse van de monsters*

Art. 2. § 1. De percelen van elk landbouwbedrijf waarin bodemonsters worden genomen met het oog op een dosering van potentieel uitspoelbare stikstof krachtens de artikelen R.220 en R.228 van het Waterwetboek en krachtens het besluit van de Waalse Regering van 14 februari 2008 betreffende de opvolging door metingen van de potentieel uitspoelbare stikstof van de conformiteit van de landbouwbedrijven in kwetsbare gebieden met de goede praktijken nodig voor de bescherming van water tegen verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen, worden in klassen opgedeeld overeenkomstig artikel 3.

§ 2. De bodemonsters worden genomen en verpakt overeenkomstig artikel 4 door het landbouwbestuur, door een erkend laboratorium of door een derde in opdracht van een erkend laboratorium of door het bestuur. Hoe dan ook mag een persoon in opdracht van het landbouwbestuur de monsterneming bijwonen met als doel de verificatie van de procedure.

§ 3. Enkel de laboratoria die voldoen aan de vereisten van het besluit van de Waalse Regering van 14 februari 2008 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden van de laboratoria belast met de bodemanalyses voor de kwantificatie van de potentieel uitspoelbare stikstof in het kader van de uitvoering van artikel R.220 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, voor wat betreft het duurzame beheer van stikstof in de landbouw, zoals gewijzigd op 15 februari 2007, en in het kader van de uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 14 februari 2008 betreffende de opvolging, door metingen van de potentieel uitspoelbare stikstof, van de conformiteit van de landbouwbedrijven in kwetsbare gebieden met de goede praktijken nodig voor de bescherming van water tegen verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen worden ertoe gemachtigd de dosering van de potentieel uitspoelbare stikstof te verrichten.

§ 4. De beoordeling van de conformiteit van de potentieel uitspoelbare stikstof met de goede landbouwpraktijken nodig voor de bescherming van water tegen de verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen voor een gegeven perceel wordt vastgesteld overeenkomstig artikel 8 door de gemeten potentieel uitspoelbare stikstof te vergelijken met de referentiewaarden voor de potentieel uitspoelbare stikstof vastgesteld overeenkomstig hetzelfde artikel.

Art. 3. De percelen van elk landbouwbedrijf waarin bodemonsters zijn genomen met het oog op een dosering van de potentieel uitspoelbare stikstof worden onderverdeeld in acht klassen. De verschillen tussen die klassen worden opgemaakt overeenkomstig bijlage I.

Art. 4. § 1. Van elk perceel akkerland waarin bodemonsters zijn genomen met het oog op een dosering van de potentieel uitspoelbare stikstof worden minstens vijftien keer monsters genomen.

Van elk perceel weideland waarin bodemonsters zijn genomen met het oog op een dosering van de potentieel uitspoelbare stikstof worden minstens dertig keer monsters genomen.

De monsterneming op een perceel geldt homogeen voor het gehele perceel, met uitzondering van de onmiddellijke nabijheid van de rand ervan, de drenkplaatsen, de voederplaatsen, de opslaglocaties of elk ander deel van de oppervlakte dat op een significant andere wijze behandeld wordt dan de rest van het perceel.

Als er op een geselecteerd perceel twee of meerdere beheerssystemen gelden, wordt enkel een monster genomen van het gebied waarvan het beheer het best overeenstemt met het beheer dat overwogen wordt bij de vooraf gemaakte keuze van de percelen.

§ 2. Elke monsterneming op een perceel akkerland wordt onderverdeeld in drie lagen, een eerste laag die 0 tot 30 cm diep is, een tweede laag die 30 tot 60 cm diep is en een derde laag die 60 tot 90 cm diep is voor zover de bodemdiepte dat mogelijk maakt.

De monsternemingen gebeuren met een sonde waarvan de diameter zodanig is dat de massa van de afgenomen aarde minstens 300 gr per laag en per bemonsterd perceel bedraagt.

Indien het onmogelijk is een laag op representatieve wijze te peilen (monsterneming van minstens twee derde van de voor de laag voorziene aarde) op een gegeven perceel, wordt met die laag geen rekening gehouden bij de interpretatie van de uitslagen.

§ 3. Elke monsterneming op een perceel weideland gebeurt op één enkele laag die 30 cm diep is of minder, maar waarvan de diepte overeenstemt met de dikte van de losse grond als een diepte van 30 cm niet bereikt kan worden.

De monsternemingen gebeuren met een sonde waarvan de diameter zodanig is dat de massa van de afgenomen aarde minstens 300 gr per laag en per bemonsterd perceel bedraagt.

§ 4. Voor elke monsterneming moet de sonde gelijkmatig met aarde gevuld zijn.

§ 5. Op het ogenblik van de monsterneming moet de droogtegraad van de bodem voldoende zijn om te voorkomen dat een laag door een andere aangetast wordt ("bezinking") en om ervoor te zorgen dat de latere behandelingen in goede omstandigheden kunnen doorgaan (zeven, homogeneïsering van het monster).

§ 6. Indien de monsters niet genomen kunnen worden overeenkomstig de §§ 1 tot 5 op een gegeven perceel, wordt een monster genomen van het vervangingsperceel.

§ 7. De bodemonsters genomen overeenkomstig artikel R.220 van het Waterwetboek worden uitgevoerd tussen 15 oktober en 30 november waarbij rekening gehouden wordt met het gewassenbeheer.

De bodemonsters uitgevoerd overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 14 februari 2008 betreffende de opvolging door metingen van de potentieel uitspoelbare stikstof van de conformiteit van de landbouwbedrijven in kwetsbare gebieden met de goede praktijken nodig voor de bescherming van water tegen verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen vinden plaats tussen 15 oktober en 30 november waarbij rekening wordt gehouden met het gewassenbeheer.

Die periode wordt tot 20 december verlengd voor de noden van de "survey landbouwoppervlakten" ingevoerd overeenkomstig artikel 228 van het Waterwetboek.

De monsters worden genomen met behulp van een machine of met de hand. De machinale monsterneming is verboden als dat objectieve schade inhoudt voor het aanwezige gewas of voor de bodem.

Het monsternemingsmateriaal vertoont kenmerken die ervoor zorgen dat de bodemlagen niet vermengd worden of dat de monsters niet verrijkt worden met minerale stikstof. Het betreft ofwel een buisvormige sonde van het type gesloten of gebogen holbeitel ofwel een schroefvormige spiraalboor.

De landbouwer of diens vertegenwoordiger wijst de plaats en de diepte aan van eventuele draineerbuizen in het perceel waar het monster wordt genomen of van elk ander bestanddeel dat bij de monsterneming beschadigd zou kunnen worden.

§ 8. Voor elk bemonsterd perceel wordt de afgenomen aarde verpakt in evenveel aparte zakjes als er lagen zijn. Na afloop van de monsterneming van elk perceel worden de zakjes hermetisch gesloten en op onuitwisbare en onbetwistbare wijze genummerd. Vervolgens worden ze in een warmtegeïsoleerde en hermetisch gesloten houder geplaatst.

§ 9. De monsters worden in hun warmtegeïsoleerde en hermetisch gesloten houder op de dag zelf van de monsterneming naar het erkende laboratorium die de analyse moet uitvoeren, gebracht.

§ 10. Het erkende laboratorium belast met de analyse of het Landbouwbestuur, als laatstgenoemde de monsterneming uitvoert, licht de landbouwer minstens zeven dagen vóór de datum van de monsterneming daarover in. Na afloop van de monsterneming wordt een proces-verbaal van monsterneming behoorlijk ingevuld, gedagtekend en ter goedkeuring ondertekend door de monsterner, de landbouwer of diens vertegenwoordiger. In het geval waarin het proces-verbaal niet ondertekend wordt door de landbouwer of diens vertegenwoordiger, worden de redenen daarvoor omstandig in het proces-verbaal vermeld, dat bewijskracht heeft met de handtekening van de monsterner en de vertegenwoordiger van het Landbouwbestuur, indien aanwezig, alleen. Dat proces-verbaal wordt opgesteld in twee exemplaren, één voor de landbouwer en één voor de instelling die de monsterneming doet. Het bevat minstens volgende gegevens :

- de adresgegevens van de landbouwer;
- de adresgegevens van het erkende laboratorium belast met de monsterneming en de analyse;
- de naam van de monsterner;
- de administratieve verwijzingen naar de bemonsterde percelen, het laatst geoogste gewas, het gewas of het aangeplante of ingezaaide plantendek en de toevoer (soort, hoeveelheid, datum) van de organische stof verwezenlijkt na het oogsten van het laatste gewas;
- de administratieve verwijzingen naar de eventueel niet-bemonsterde percelen en de redenen voor het uitblijven van de monsterneming;
- de referenties van de zakjes aarde die zijn samengesteld;
- de gegevens die nuttig zijn voor de monsterneming (datum, soort sonde, wijze van monsterneming, aantal monsternemingen, diepten van de monsterneming, moeilijkheden die rezen meer bepaald bij de uitvoering van dit artikel, eventuele commentaar).

Wordt de monsterneming uitgevoerd onder de verantwoordelijkheid van een erkend laboratorium en als ze wordt bijgewoond door een vertegenwoordiger van het Landbouwbestuur, moet het proces-verbaal daarnaast medeondertekend worden door die vertegenwoordiger. Bij ontstentenis moet de monsterneming opnieuw gedaan worden op kosten van het erkende laboratorium.

§ 11. Als de monsterneming onder de verantwoordelijkheid van een erkend laboratorium plaatsvindt, bewaart laatstgenoemde de processen-verbaal van monsterneming tijdens minstens vier jaar en houdt ze meer bepaald ter beschikking van de begeleidingsstructuur. Rijzen er aanzienlijke moeilijkheden wat betreft de naleving van dit artikel, brengt het erkende laboratorium het bestuur daar onverwijld van op de hoogte.

Art. 5. § 1. De monsters worden door het erkende laboratorium geanalyseerd onmiddellijk na ontvangst ervan of, bij ontstentenis, opgeslagen in een koelkamer bij een temperatuur tussen 1 °C en 4 °C tijdens een maximumduur van vijf dagen voor de analyse.

§ 2. Het erkende laboratorium voert een nitraatanalyse (NO₃⁻) uit per ontvangen zakje.

§ 3. Voor de analyse wordt de gehele inhoud van elk zakje zorgvuldig gehomogeniseerd door zeving doorheen een maaszeef met mazen van 8 mm. Indien er na zeving stukjes in het zeef overblijven, worden ze gewogen en daarvan wordt het steengehalte afgetrokken.

Als het steengehalte lager is dan 10 %, worden de berekeningen dienovereenkomstig aangepast. Als het steengehalte hoger is dan 10 %, wordt het afgetrokken van de numerieke kaart van de bodems van Wallonië.

§ 4. Onmiddellijk na de zeving wordt de nitraationextractie uitgevoerd op de niet-gedroogde brutostof van een aliquot van minstens 30 gram monster per oplossing KCl 0,1N. De extractieverhouding (aardegewicht/volume van extractieoplossing) bedraagt 1/5.

§ 5. De flesjes bestemd voor de extractie worden gekurkt en onderworpen aan de actie van een roterend schudapparaat tijdens 30 minuten. De oplossing wordt daarna tijdens 30 minuten voor de bezinking stilgelegd.

§ 6. Het doseren van nitraation wordt uitgevoerd op het supernatant dat, volgens de doseringsmethode, vooraf wordt gefiltreerd of gecentrifugeerd.

§ 7. Indien het doseren niet binnen drie uur na de extractie wordt verricht, worden de extracten opgeslagen in een koelkamer op een maximumtemperatuur van 4 °C, beschermt tegen het licht tijdens een maximumduur van 48 uur of worden bevroren.

§ 8. Het doseren van nitraat wordt uitgevoerd door het erkende laboratorium volgens een standaardmethode, zoals :

- de colorimetrische methode van rechtstreekse dosering van nitraat door chromotropisch zuur (West & Lyles, 1960);
- de colorimetrische methode van rechtstreekse dosering van nitraat door brucine (Baker, 1967);
- de titrimetrische methode van vermindering van nitraat in ammonium door het Devarda-mengsel, na distillatie en hydrodistillatie;
- de colorimetrische methode van vermindering van nitraat in nitriet (met name d.m.v. — cadmium of hydrazine) met dosering van het nitrietion door de gewijzigde reactie van Griess-Ilosvay (Bremner, 1965; Guiot 1975).

§ 9. Het verkregen resultaat wordt uitgedrukt in kg N-NO₃/ha. Deze eenheid is afgeleid van een werkelijk gedoseerde concentratie in mg N-NO₃/l ter uitvoering van § 8.

De overgang van een eenheid naar de andere gebeurt door opname van parameters zoals de dikte van de grondlaag, het percentage droge stof, de verhouding kiezel/aarde en de zichtbare dichtheid in droge toestand.

De volgende standaardwaarden van zichtbaar specifiek gewicht op droge grond per laag worden daartoe toegepast : 1,35 t/m³ voor de bovenlaag (0-30 cm), 1,5 t/m³ voor de andere lagen (30-60 cm en 60-90 cm) in akkerland en 1,3 t/m³ in weide.

§ 10. Rijzen er aanzienlijke moeilijkheden wat betreft de naleving van dit artikel, dan brengt het erkende laboratorium het bestuur daar onverwijld van op de hoogte.

Art. 6. § 1. Binnen de zeven werkdagen na de monsterneming op een perceel kan het landbouwbestuur andere monsters (laten) nemen op datzelfde perceel overeenkomstig artikel 4, voor controledoelinden.

De monsters worden voor analyse verstuurd naar twee andere erkende laboratoria gekozen door het landbouwbestuur.

§ 2. Als de uitslagen verkregen voor drie controles, uitgevoerd overeenkomstig § 1 tijdens hetzelfde seizoen, door de twee andere erkende laboratoria niet onderling met meer dan 20 percent verschillen en hun gemiddelde met meer dan 25 percent afwijkt van de uitslagen van het eerste laboratorium gelden artikel 14 of artikel 16, § 2, al naar gelang, van het besluit van de Waalse Regering van 14 februari 2008 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden van de laboratoria belast met de bodemanalyses voor de kwantificatie van de potentieel uitspoelbare stikstof in het kader van de uitvoering van artikel R.220 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, voor wat betreft het duurzame beheer van stikstof in de landbouw, zoals gewijzigd op 25 februari 2007, en in het kader van de uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 16 februari 2008 betreffende de opvolging, door metingen van de potentieel uitspoelbare stikstof, van de conformiteit van de landbouwbedrijven in kwetsbare gebieden met de goede praktijken nodig voor de bescherming van water tegen verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen. De uitslagen van de voor de landbouwer gunstigste analyses worden door het bestuur in overweging genomen.

HOOFDSTUK III. — *“Survey landbouwooppervlakten” en beoordeling van de conformiteit met de goede landbouwpraktijken nodig voor de bescherming van water tegen verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen*

Art. 7. § 1. Bij elke ingrijpende wijziging en minstens één keer om de vier jaar legt de begeleidingsstructuur het protocol voor de uitvoering van het door haar opgestelde “survey landbouwooppervlaktes” ter goedkeuring aan de Minister voor overeenkomstig artikel 228 van het Waterwetboek.

Een protocol voor de uitvoering van de “survey landbouwooppervlakte” geldt enkel als het door de minister wordt goedgekeurd.

De eventuele wijzigingen van het protocol voor de uitvoering van de “survey landbouwooppervlaktes” zijn meer bepaald gegrond op de weersomstandigheden die tijdens het jaar overheersten, het soort gewas, de geografische ligging en de pedologische voorwaarden.

In de eventuele wijzigingen van dat protocol streeft de begeleidingsstructuur naar de optimale uitvoering van dit besluit en van hoofdstuk IV van het Waterwetboek met zorg voor nauwkeurigheid en haalbaarheid, waarbij rekening wordt gehouden met de kennis die onder andere verworven is met de voorgaande “nitraat surveys”, en met de landbouwkundige, technische en wetenschappelijke ontwikkelingen.

§ 2. De begeleidingsstructuur voert de “survey landbouwooppervlaktes” uit overeenkomstig § 1. Die uitvoering maakt het meer bepaald mogelijk de waarden referentiewaarden voor de potentieel uitspoelbare stikstoffen die onontbeerlijk zijn voor de beoordeling van de conformiteit met de goede landbouwpraktijken nodig voor de bescherming van water tegen verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen, jaarlijks te berekenen.

Jaarlijks worden de referentiewaarden voor de potentieel uitspoelbare stikstoffen, uitgedrukt in kg N-NO₃/ha, door de begeleidingsstructuur vastgesteld en ter goedkeuring overgemaakt aan de minister uiterlijk 31 januari op grond van de “survey landbouwooppervlakten” van de laatste herfst.

De referentiewaarden voor de potentieel uitspoelbare stikstoffen gelden enkel als ze door de minister zijn goedgekeurd.

De referentiewaarden voor de potentieel uitspoelbare stikstoffen worden zodanig vastgesteld dat ze een optimaal stikstofbeheer weergeven met het oog op de bescherming van het water voor het betrokken jaar en voor elke klasse van bijlage I.

§ 3. In het kader van de “survey landbouwooppervlakten” worden de bodemonsters genomen en verpakt overeenkomstig artikel 3 onder verantwoordelijkheid van een erkend laboratorium, door laatstgenoemde of door een derde in opdracht van laatstgenoemde.

De stikstofprofielen opgesteld in het kader van de “survey landbouwooppervlaktes” worden door het erkende laboratorium vastgesteld overeenkomstig de vereisten bepaald in de artikelen 5 en 6.

Art. 8. Jaarlijks beoordeelt het bestuur voor elk perceel waarop een monsterneming plaatsvindt overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 14 februari 2008 betreffende de opvolging door metingen van de potentieel uitspoelbare stikstof van de conformiteit van de landbouwbedrijven in kwetsbare gebieden met de goede praktijken nodig voor de bescherming van water tegen verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen, de conformiteit met de goede landbouwpraktijken nodig voor de bescherming van het water tegen de nitraten uit agrarische bronnen volgens de procedure bepaald in bijlage II. Voor de percelen waarop een monsterneming plaatsvond krachtens artikel 220 van het Waterwetboek gebeurt de beoordeling door de begeleidingsstructuur.

HOOFDSTUK IV. — *Andere algemene bepalingen*

Art. 9. De landbouwer, de begeleidingsstructuur, het erkende laboratorium en elke andere actor betrokken bij dit besluit ijveren ervoor dat de verrichtingen omschreven in dit besluit in de beste omstandigheden worden uitgevoerd. Ze zien er meer bepaald toe op een vlotte informatiedoorstroming en op de naleving van de termijnen. Ze treden in alle onafhankelijkheid op, zonder andere samenlopende belangen dan de zorgvuldige uitvoering van dit besluit.

Art. 10. Het ministerieel besluit van 6 april 2004 houdende sommige uitvoeringsbepalingen betreffende de “kwaliteitszorg” en de “survey surfaces agricoles” van het besluit van de Waalse Regering van 10 oktober 2002 betreffende het duurzame beheer van stikstof in de landbouw wordt opgeheven.

Namen, 18 februari 2008.

B. LUTGEN

Bijlage I

Tabel onderverdeling van het weide- en akkerland in klassen

Klasse 1	Suikerbiet
Klasse 2	Graan gevolgd door nitraat vasthoudend gewas
Klasse 3	Graan niet gevolgd door nitraat vasthoudend gewas; chicorei
Klasse 4	Maïs
Klasse 5	Aardappel
Klasse 6	Koolzaad
Klasse 7	Groenten geteelt voor hun bladen, stengels of vruchten
Klasse 8	Begraasd of gemaaid weideland

De teeltroutes, niet opgenomen in bovenstaande tabel, kunnen door de begeleidingsstructuur gelijkgesteld worden met de bestaande klassen.

Bijlage II

Beoordeling van de conformiteit met de goede landbouwpraktijken nodig voor de bescherming van water tegen verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen, van de potentieel uitspoelbare stikstof gemeten in de percelen akker- en weideland

1. Akkerland

De potentieel uitspoelbare stikstof, gemeten in de percelen akkerland, wordt conform verklaard met de goede landbouwpraktijken nodig voor de bescherming van water tegen verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen, als :

De waarde R van de potentieel uitspoelbare stikstof, gemeten in het perceel (kg N-NO₃/ha), lager is dan of gelijk is aan A + D.

Waarbij :

A voor de datum waarop de monsterneming op het perceel plaatsvond, afgetrokken wordt van het centiel 75 van de waarnemingen van de survey landbouwoppervlaktes opgesteld overeenkomstig artikel R. 228 van het Waterwetboek voor de klasse omschreven in bijlage I en wordt uitgedrukt in kg N-NO₃/ha;

D een coëfficiënt is dat de onzekerheid vertegenwoordigt in verband met de raming van de gemiddeld potentieel uitspoelbare stikstof in een perceel en gelijk is aan 0,198 van de mediaan van de waarnemingen van de survey landbouwoppervlaktes vastgesteld overeenkomstig artikel R.228 van het Waterwetboek, voor de klasse bepaald in bijlage I. D wordt uitgedrukt in N-NO₃/ha.

In het tegenovergestelde geval wordt de gemeten potentieel uitspoelbare stikstof conform verklaard met de goede landbouwpraktijken nodig voor de bescherming van water tegen verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen.

2. Weideland

De potentieel uitspoelbare stikstof, gemeten in de percelen weideland, wordt conform verklaard met de goede landbouwpraktijken nodig voor de bescherming van water tegen verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen, als :

De waarde R van de potentieel uitspoelbare stikstof, gemeten in het perceel (kg N-NO₃/ha), lager is dan of gelijk is aan A + D.

Waarbij :

A voor de datum waarop de monsterneming op het perceel plaatsvond, afgetrokken wordt van het centiel 75 van de waarnemingen van de survey landbouwoppervlaktes opgesteld overeenkomstig artikel R.228 van het Waterwetboek voor de weiden, uitgedrukt in kg N-NO₃/ha;

D een waarde is die de onzekerheid vertegenwoordigt in verband met de potentieel uitspoelbare stikstof van een perceel en gelijk is aan 23,8 kg N-NO₃/ha.

In het tegenovergestelde geval wordt de gemeten potentieel uitspoelbare stikstof conform verklaard met de goede landbouwpraktijken nodig voor de bescherming van water tegen verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen.

3. Raming van de verbetering

Het relatief verschil tegenover het jaargemiddelde van de waarnemingen van de survey landbouwoppervlaktes vastgesteld overeenkomstig artikel R.228 van het Waterwetboek voor de betrokken klasse wordt eveneens berekend volgens volgende formule :

Relatief verschil = [gemeten PUS (kg N-NO₃/ha)- gemiddelde van de waarnemingen van de survey landbouwoppervlaktes voor de klasse en het betrokken jaar (kg N-NO₃/ha)] / gemiddelde van de waarnemingen van de survey landbouwoppervlaktes voor de klasse en het betrokken jaar (kg N-NO₃/ha)

De som van die relatieve verschillen voor alle percelen van een landbouwbedrijf en voor een gegeven jaar vormt een raming van de afwijking van de potentieel uitspoelbare stikstoffen van dat bedrijf ten opzichte van de goede landbouwpraktijken nodig voor de bescherming van water tegen de verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen.

De potentieel uitspoelbare stikstoffen van een niet conform landbouwbedrijf worden geacht erop vooruit te gaan als die afwijking vermindert tegenover een gegeven voorafgaand referentiejaar.